COMMUNE DE MONTREUX

REVISION 1973 + 1974

du règlement sur l'aide complémentaire communale à l'assurance-
vieillesse et survivants et à l'assurance-invalidité

Chapitre I - Principes

Art. 1. L'aide complémentaire communale AVS et AI (dénommée ci-après " l'aide communale ") est instituée en faveur de personnes remplissant les conditions fixées par le présent règlement.

Art. 2. Peuvent obtenir l'aide communale les personnes qui sont au bénéfice des prestations complémentaires cantonales à l'assurance-vieillesse et survivants et à l'assurance-invalidité.

Peuvent également l'obtenir les personnes bénéficiaires de rente AVS ou AI qui, ne pouvant prétendre aux prestations complémentaires cantonales, ont des ressources inférieures aux normes mentionnées à l'article 13 du présent règlement.

Art. 3. Les prestations de l'aide communale ne sont accordées que si elles n'ont pas pour effet de diminuer ou de supprimer les secours que les institutions officielles ou privées verseraient sans cette aide.

Chapitre II - Admission

Art. 4. La demande d'aide communale doit être présentée par l'intéressé ou par un tiers, au bureau communal des services sociaux, Elle est formulée sur un questionnaire ad hoc.

Art. 5. Les personnes de nationalité suisse sont admises à la condition d'être domiciliées dans la commune et d'y avoir résidé pendant 5 ans au moins durant les 10 dernières années.

Art. 6. Les étrangers et les apatrides peuvent être mis au bénéfice de l'aide communale s'ils ont 15 ans de domicile ininterrompu en Suisse, dont les 10 dernières années dans la commune. La durée de domicile de l'époux fait règle. Lorsque l'épouse d'un étranger a conservé la nationalité suisse, elle peut prétendre à une prestation en vertu des dispositions du présent règlement.

Art. 7. Les époux vivant séparés en vertu d'une décision judiciaire sont considérés comme bénéficiaires distincts. Lorsqu'il s'agit d'une séparation de fait, il y a lieu de traiter le cas comme couple ou comme bénéficiaires distincts après examen de la situation des intéressés.

Art. 8. Lorsque deux bénéficiaires vivent en ménage commun, ils peuvent être considérés comme un couple pour l'attribution de l'aide communale.

Art. 9. L'aide communale est accordée en faveur d'enfants de bénéficiaires à charge de leurs parents et vivant avec eux ou avec l'un d'eux. Cette aide communale n'est toutefois versée que jusqu'à la fin de leur scolarité, de leurs études ou de leur apprentissage, mais au plus tard jusqu'à l'âge de 25 ans.

Art. 10. Lorsqu'un bénéficiaire vit avec un parent ou un tiers (sous-locataire, pensionnaire etc.) il peut être tenu compte des ressources complémentaires qui en résultent (cf. règlement d'application).

Art. 11. Les personnes placées à charge d'une institution publique ou privée, dans un asile, un home, une maison de repos ou un établissement analogue, ainsi que celles qui sont hospitalisées de manière permanente ne peuvent pas bénéficier de l'aide communale.

Art. 12. La Municipalité peut conclure des conventions de libre-passage de bénéficiaires, avec des communes qui accordent une aide communale analogue.

Chapitre III - Détermination de l'aide communale

Art. 13. L'aide communale est accordée en complément des ressources, jusqu'à concurrence des limites de revenus admises chaque année par la Municipalité. Cette dernière fixe le montant maximum de l'aide annuelle pour chaque catégorie (cf. règlement d'application).

Art. 14. Le décompte des ressources annuelles ou mensuelles comprend:

- a) la rente AVS ou AI
- b) les prestations complémentaires cantonales (sous déduction du supplément spécial accordé pour loyer élevé)
- c) le produit du travail
- d) les rentes, retraites, pensions, ainsi que toute aide officielle ou privée
- e) le revenu de la fortune, quel que soit le montant de celle-ci
- f) une part représentant le 10% de la fortune (en tenant compte des dispositions prévues à l'article 15)
- g) le bénéfice résultant de sous-locations
- h) tous les autres revenus et ressources, y compris l'aide de la famille prévue à l'article 16.

Art. 15. Il n'est pas tenu compte d'une fortune dont le montant est déterminé, chaque année, par la Municipalité (cf. règlement d'application). Le surplus est pris en considération dans le calcul des ressources à raison de 10% de la fortune mobilière et de 10% de la valeur fiscale des immeubles après déduction des hypothèques.

Art. 16. L'aide financière de la famille entre en ligne de compte dans le calcul des ressources, lorsqu'il s'avère que l'un ou plusieurs de ses membres sont dans une situation aisée.

Chapitre IV - Versement de l'aide communale

Art. 17. L'aide communale est accordée en espèces. Toutefois, elle peut également être allouée en nature, sous forme de bons destinés à des achats indispensables.

Art. 18. L'aide communale ne peut excéder les montants fixés annuellement par la Municipalité (cf. règlement d'application).

Art. 19. Le mode de versement est déterminé par la Municipalité.

Art. 20. En cas d'hospitalisation, l'aide communale est suspendue. Le versement est repris dès le retour du bénéficiaire à son domicile.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un couple, l'aide communale peut être maintenue, lorsqu'un des bénéficiaires seul est hospitalisé.

Art. 21. Tout séjour d'un bénéficiaire hors du territoire de la commune peut entraîner la suspension de l'aide communale.

En cas d'absence de plus d'un mois, le bénéficiaire doit en aviser le bureau des oeuvres sociales.

Art. 22. Les prestations de l'aide communale sont incessibles et insaisissables.

Art. 23. Le versement de l'aide communale cesse dès que les ressources du bénéficiaire dépassent les limites prévues.

L'aide communale est supprimée dès la fin du mois au cours duquel l'intéressé est décédé ou a quitté définitivement le territoire communal (art. 20 et 21 réservés).

Art. 24. Le remboursement total ou partiel de l'aide communale sera demandé au bénéficiaire si celle-ci a été accordée sur la base de renseignements inexacts ou incomplets.

Art. 25. En cas de décès, le remboursement des prestations peut être demandé à la succession du défunt, jusqu'à concurrence des biens dévolus aux héritiers. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un couple, le remboursement ne sera demandé qu'après le décès du conjoint survivant.

Chapitre V - Allocations spéciales

Art. 26. La Municipalité peut décider de l'octroi d'allocations spéciales. Elle en fixe le montant éventuel en tenant compte des crédits à disposition.

Chapitre VI - Dispositions générales

Art. 27. La Municipalité désigne une commission municipale consultative, nommée pour la durée de la législature.

L'administration de l'aide communale est confiée au bureau des services sociaux.

Art. 28. Une révision annuelle de chaque cas est prévue durant le premier trimestre. Toutefois, chaque bénéficiaire est tenu d'annoncer immédiatement tout changement survenant dans sa situation financière. Toute modification des ressources entraîne une nouvelle décision avec effet immédiat.

Le remboursement de l'aide communale prévu à l'article 24 demeure réservé.

Art. 29. L'admission à l'aide communale implique l'adhésion, sans réserve, des bénéficiaires aux présentes prescriptions.

Art. 30. Tout intéressé peut recourir auprès de la Municipalité contre la décision du bureau des œuvres sociales dans les trente jours à dater de sa notification.

La Municipalité statue définitivement sur les recours.

Art. 31. La Municipalité édicte des dispositions d'application du présent règlement.

Chapitre VII - Dispositions finales

Art. 32. Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 1973 et abroge toutes dispositions antérieures, en particulier le règlement du 5 juillet 1967.

Ainsi adopté en séance du Conseil communal
le

Le président:

La secrétaire: